



ANCHIA®

AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR ISSN 0221-1653

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No. 55

Juliet 1980

2f — 50¢

Le meurtre de quelque 30,000 Chiliens, ça rapporte:

l'ex-directeur de la DINA,
un homme d'affaires prospère

Un ex-directeur de la police secrète possède des entreprises en pleine expansion. Manuel Contreras, ex-directeur de la DINA (Direction d'intelligence nationale, organisation qui s'appelle maintenant le Centre national d'intelligence: CNI) est propriétaire des entreprises énumérées ci-dessous. Sa femme, Lucía Cortés, et d'autres personnages tel que Oscar Coddou, Vianel Valdivieso, A. Palacios Burgos, Camilo Cortés, María Valdebenito, Jorge Sanhueza et Luis Iracabal sont ses "associés".

— CONAS LIMITADA. Service technique d'ingénierie et de manutention qui collabore avec des grandes entreprises et, par conséquence, avec le gouvernement. (Journal officiel du 10-3-78).

— CONPALA LIMITADA. Société qui s'occupe de la vente et d'achat d'automobiles (Journal officiel du 10-3-78). (Il ne faut pas oublier que le gouvernement a autorisé l'importation d'automobiles, même d'occasion.)

— ELECTRO LIMITADA, spécialisée en articles électroniques (Il faut rappeler que Townley, l'assassin d'Orlando Letelier voyageait aux Etats-Unis dans le but d'acheter des appareils électroniques pour la police secrète chilienne).

— IMPROMET LIMITADA est orientée vers la métallurgie. (Il faut noter qu'avant la constitution de cette société, la junte a tout fait pour acculer l'industrie métallurgique à la faillite. Elle a donc profité de l'occasion pour acheter des entreprises à très bon marché avec l'aide des crédits de la banque d'Etat).

"El Mercurio", du 16-4-80, journal gouvernemental chilien, a ajouté dans son langage habituel: "Mais il

semblerait que le chef de la DINA a aussi fait une incursion dans les entreprises étrangères".

Quoique la solde d'un général de l'armée, d'un directeur de l'Académie de Guerre, d'un chef de la Mission Militaire à Washington et d'un chef de la police secrète soit extraordinairement haute, elle ne suffit pas pour transformer ces gens en propriétaires de plusieurs entreprises nationales ou de "faire une incursion dans les entreprises étrangères".

Les entreprises nommées ci-haut sont toutes enregistrées sous le nom de Contreras, mais on se demande combien d'autres entreprises il peut posséder. En effet, selon des déclarations qu'il a faites lui-même au ministre de la Cour suprême Servando Jordan, chargé de la recherche de 105 personnes disparues, la DINA employait du personnel civil sous contrat d'une firme privée "Villar et Reyes".

Manuel Contreras, bras droit de Pinochet, est un bon exemple qui nous montre comment l'oligarchie paye les services des bourreaux du peuple. Cet exemple nous montre aussi la corruption qui règne dans l'armée chilienne, catéchisée et dressée par l'impérialisme nord-américain.

Nonobstant la clarté de cette situation, la bourgeoisie réformiste et quelques gauchistes veulent semer des illusions sur l'existence de militaires démocrates qui joueraient le rôle de sauveurs face aux fascistes actuels. Comme tous les exploités ou ceux qui aspirent à l'être, il est sûr qu'ils craignent vraiment les luttes populaires et qu'ils ne croient pas que le peuple soit capable de renverser la junte et de construire son propre chemin. Ils préfèrent remplacer des militaires par d'autres, moins dévalorisés que ceux-ci. En d'autres mots, ils veulent qu'une nouvelle équipe, tout aussi bourgeoise, continue de dominer.

h° P 8851

Construisons l'unité de lutte des travailleurs par la base

Les dirigeants de dizaines de syndicats de Maipu ont décidé d'envoyer une "lettre à la base" pour que celle-ci s'intéresse et discute à fond l'idée de former une

organisation légale dans le but de rassembler les travailleurs de Maipu. De cette lettre envoyée à la rédaction d'ANCHA, nous avons extrait ce qui suit:

Les Problèmes qui rendent nécessaire une organisation unifiée

Nombreux sont les problèmes que nous, travailleurs, avons aujourd'hui. Nous devons souligner:

— les bas salaires ainsi que les pertes ou détériorations d'autres bénéfices. C'est là le problème le plus urgent étant donné ses répercussions: problèmes d'alimentation, de logement, de santé, d'éducation et autres;

— le manque de stabilité du travail et la menace constante de chômage, les possibilités de défense légales étant presque nulles;

— les nouvelles lois du plan du travail qui entravent et limitent l'action syndicale;

— le manque d'information et de formation des dirigeants et des ouvriers à la base, puisque nous n'avons pas les moyens de leur faire parvenir de l'information et de les éduquer;

— le manque d'unité et de participation des ouvriers à la base dans les syndicats;

— et, le plus important, c'est que nous n'avons ni les forces ni les moyens d'améliorer nos conditions de vie, de travail, de salaires, etc...

Tous ces problèmes ne peuvent pas être résolus par un syndicat coupé des autres. Pour réussir, les ouvriers doivent unir leurs organisations, ils doivent développer des liens de collaboration entre elles. Un syndicat seul est plus faible.

Nous avons besoin d'une organisation qui représente réellement les syndicats à la base et qui les appuie pleinement

Malheureusement les organisa-

tions syndicales nationales (Fédérations, Confédérations, ou groupes) n'ont pas toujours été proches de leurs bases en ayant une attitude passive et bureaucratique. Certaines organisations ont disparu et d'autres ne sont plus représentatives des travailleurs. Enfin, plusieurs syndicats ne sont pas affiliés à une organisation nationale.

Nous pensons qu'une fédération doit être en contact direct avec la base, connaître ses problèmes et conflits, la soutenir de façon permanente et non pas seulement quand elle a de grands problèmes, la soutenir par une aide technique, par de la formation, des locaux...

Aujourd'hui, le manque de moyen des syndicats rend difficile l'action d'une quelconque organisation sur le plan national.

C'est pour ces raisons que nous pensons qu'il vaut mieux commencer par organiser et unir les syndicats du secteur dans une fédération de travailleurs de Maipu. Une organisation regroupant tous les syndicats de n'importe quelle branche de la production.

De cette façon, personne ne sera exclu et isolé et les syndicats pourront participer directement et activement dans leur Fédération.

De plus, le fait d'être proches les uns des autres facilitera le soutien, l'appui, et les activités communes des syndicats de Maipu. Cela donnera beaucoup plus de force aux syndicats à la base qui pourront négocier et faire face à leurs problèmes avec l'appui direct des autres travailleurs du secteur.

Les objectifs que nous proposons pour créer une fédération

- développer des liens unifiés entre les syndicats de la région pour

affronter avec une plus grande force les problèmes actuels des travailleurs et incorporer le maximum de syndicats;

- soutenir activement tout effort des syndicats pour renforcer leurs organisations et promouvoir la participation des ouvriers à la base;

- soutenir directement les syndicats à la base dans leurs négociations collectives et dans la défense des droits et des intérêts des travailleurs;

- représenter les inquiétudes et les problèmes des syndicats à la base face aux autorités pour rechercher des solutions;

- préparer et former des dirigeants et des travailleurs à la base pour mieux développer les tâches syndicales;

- chercher ensemble la solution aux problèmes matériels que rencontrent les syndicats pour améliorer leur fonctionnement;

- s'assurer que les syndicats à la base sont continuellement informés de tout ce qui touche les ouvriers.

Le soutien dont nous avons besoin pour construire une fédération des travailleurs de Maipu

Le premier et principal soutien dont cette idée a besoin est celui des syndicats et des travailleurs de Maipu. Sans lui, aucune initiative ne pourra réussir et nous resterons aussi divisés et faibles qu'avant.

Nous voulons aussi pouvoir compter sur le soutien d'autres organisations. Mais il faudra toujours que cette aide soit sans conditions et qu'elle ne touche pas à l'indépendance qu'une organisation de travailleurs doit conserver. Dans ce sens, nous ferons un effort pour maintenir un contact avec des organisations syndicales du pays et de l'étranger.

Sur l'expérience de l'Unité populaire

1. Le processus politico-social mené par l'Unité populaire n'a pas seulement été le produit d'une ligne politique déterminée — celle du PC révisionniste, par exemple — mais d'un ensemble bien plus large et complexe de facteurs: économiques, sociaux, idéologiques, culturels, etc... Un processus de lutte de classes objectif, en conséquence, dont le développement fut conditionné et influencé dans un certain sens ou orientation par l'intervention politique de l'UP et de son secteur hégémonique. En d'autres mots, l'action de l'UP a permis que l'ensemble des contradictions qui existaient objectivement dans la réalité chilienne avant 1970 évolue et se résolve (certaines d'entre elles au moins) d'une certaine façon et non d'une autre.

2. Le programme de l'UP prétendait justement résoudre quelques-unes de ces contradictions objectives. Son contenu **national et démocratique** était cependant limité par le caractère **bourgeois** de sa perspective idéologique et de classe. Il s'agissait en effet d'un Programme qui prétendait résoudre les tâches démocratiques et nationales par la voie du développement et de la consolidation d'un régime de **capitalisme d'Etat**, et non par la voie de la transition vers le socialisme et le communisme. Le Programme de l'UP était donc capable d'attaquer sérieusement les intérêts de l'impérialisme US, de la bourgeoisie monopoliste et des grands propriétaires fonciers, mais était incapable d'**orienter** la lutte dans un sens correct, c'est-à-dire socialiste.

3. Un autre aspect ou élément de l'hégémonie révisionniste durant la période de l'UP fut, bien entendu, la question de la voie de la réalisation d'un tel Programme. La direction hégémonique de l'UP avait en effet opté pour la voie pacifique ou réformiste pour affronter et vaincre l'impérialisme, les monopoles et les latifundia dans un pays néocolonial comme le Chili d'alors. Sur ce terrain, l'illusion pacifiste légaliste ou réformiste (s'exprimant en particulier face aux forces armées) fut une manifestation spécifique du caractère bourgeois de la perspective idéologique dominante dans l'UP. Ce qui ne signifie pas, bien sûr, que la violence soit un patrimoine exclusif des secteurs révolutionnaires: Pinochet, Carter et Brejnev démontrent quotidiennement que la bourgeoisie ne cherche pas seulement à conserver toujours son monopole mais aussi l'initiative dans son usage et abus...

4. Un autre aspect décisif qui a joué dans le développement et la fin de l'UP fut la **politique d'alliances** prônée par l'UP tant au niveau national qu'international.

Au niveau national, quelques-unes des manifestations bourgeoises d'une telle politique furent: a) la faible impulsion donnée au développement de l'alliance ouvriers-paysans; b) la prétention de gagner ou de neutraliser les classes moyennes presque exclusivement à travers des **concessions** économiques et politiques et non en priorité à travers la lutte idéologique et le renforcement du camp populaire (et de l'alliance ouvriers-paysans en particulier); c) la

capitulation et la subordination face aux exigences croissantes des secteurs bourgeois représentés par la DC depuis la mi-72 (frein à la lutte antimonopoliste; cabinet civico-militaire après le 1er octobre 1972; loi de contrôle des armes; respect envers les officiers et les généraux putschistes des forces armées, etc...). Et en ce qui concerne le niveau international, son appui général à l'URSS et au soi-disant "camp socialiste" — ce qui dans les faits signifiait appuyer l'action d'une superpuissance de plus en plus agressive, expansionniste et hégémoniste, déguisée de socialisme —, fut sans doute l'aspect le plus erroné de sa politique extérieure d'alliances. Une conséquence de cela fut de **désarmer** encore plus le peuple: au lieu de signaler aux masses la voie de s'appuyer essentiellement sur leurs propres forces, il s'agissait de les convaincre de l'existence de "fidèles et importants alliés" qui ne le sont pas...

5. Les aspects indiqués antérieurement (Programme, voie et politique d'alliances) sont sans doute **quelques-uns** des aspects de la conception stratégique dominante au sein de l'UP. Ils sont donc tous liés organiquement entre eux: ils forment partie d'un tout idéologico-politique. Par conséquent il est inutile de prétendre que si tel ou tel aspect n'avait pas été erroné, le processus aurait été "sauvé".

La stratégie de l'UP, globalement, ne conduisait ni à la véritable libération nationale, ni à la démocratie populaire, ni au socialisme. Même si elle n'avait pas été aussi "défectueuse" à certains niveaux, le résultat global n'aurait pas été essentiellement différent. Par exemple, si l'UP avait opté pour la lutte armée (ce qui était théoriquement possible), les putschistes, y compris l'impérialisme et les monopolistes, auraient pu être vaincus militairement. Cela, cependant, n'aurait pas "sauvé" le peuple du Chili de la consolidation d'un régime de capitalisme d'Etat bureaucratique, oppresseur et réactionnaire: les expériences du Vietnam et du Cambodge, entre autres, le démontrent...

6. Face à l'alternative stratégique représentée par l'UP, au sein de la gauche chilienne il n'y a pas eu d'alternative politico-idéologique qualitativement différente. Le MIR, en effet ne fut que la version de gauche de l'alternative UP: leurs perspectives fondamentales convergeaient. D'autres secteurs, ayant une optique plus avancée, ont seulement réussi à formuler quelques éléments de **critique** à cette stratégie dominante, mais non à montrer une véritable alternative.

Tout cela met en évidence un fait capital: le sous-développement idéologique du prolétariat et de la gauche chilienne en cette période et, par conséquent, l'hégémonie totale exercée en son sein par les conceptions bourgeoises et révisionnistes. La construction du parti du prolétariat révolutionnaire était donc une tâche absolument impérative.

Mai 1980
MAPU — PARTI DES TRAVAILLEURS
DU CHILI

Les forces armées chiliennes:

Contingents et armements

Nous reproduisons les statistiques suivantes car nous croyons qu'elles peuvent être d'un certain intérêt pour nos lecteurs. Ces données sont tirées de divers journaux espagnols et d'un ouvrage intitulé **The military balance 1978-79 of the International Institute For Strategic Studies of London.**

Nous croyons que ces données doivent être étudiées seulement comme références. D'abord elles datent d'il y a deux ans. Nous disons ceci parce que les militaires fascistes chiliens n'ont pas arrêté la course aux armements et parce que nous savons que les statistiques officielles sont constamment falsifiées.

Selon l'étude effectuée au Chili, il y aurait:

— Un militaire actif pour 80 citoyens chiliens.

— L'entretien des forces armées coûte à chaque Chilien, en moyenne, l'équivalent de 2,5 fois son salaire mensuel par année.



Information générale:

Service militaire: 1 année.

Total des forces armées: 85,000 (21,000 hommes par le biais du recrutement obligatoire).

Budget de la Défense: 22,600 millions de pesos (750 millions de dollars).

Terre

Total: 50,000 (20,000 par recrutement obligatoire).

6 divisions composées de:
7 régiments de cavalerie (3 tanks, 3 à cheval et 1 en hélicoptère).
20 régiments d'infanterie (dont 9 motorisés et 3 de montagne).
6 contingents d'artillerie.
Quelques détachements d'artillerie antiaérienne.
CCM: M-4; CCL: 10 M-3, 60 M-41 et 47 AMX-13; TAP: M-113 et "Mowag" MR-8; obus: de 105 mm. et M-56 de 105 mm. Obus: ATP: MK F3 de 155 mm.; CSR de 106 mm.; canons AA de 20 et 40 mm.; avions d'entraînement: 4 O-1 et 5 T-25; hélicoptères: 9 Puma, 3 UH-1H et 2 AB-206.

Réserve

Total: 160,000 hommes.

Mer

Total: 24,000 hommes (1,600 par le biais du recrutement obligatoire), y inclus la force aéronavale et l'infanterie de la marine.

3 sousmarins (2 Oberon et 1 ex-américain "Balao").

3 croiseurs (2 "Brooklin" américains et 1 Tre Kroner suédois).

6 destroyers (2 de classe "almirante" avec SSM "exocet" et SAM "Scacat"; 2 "Summer" américains et 2 de classe Fletcher).

2 frégates (de classe "Leander" avec SSM "Exocet", SAM SACAT et 1 hélicoptère).

3 destroyers escorte (transports rapides américains).

4 corvettes.

2 vedettes de patrouille (de moins de 100 tonnes).

4 vedettes torpilles

7 péniches et bateaux de débarquement (4 LST américains et 3 moyennes)

Force aéronavale

Total: 500 hommes, 1 escadrille de lutte antisoumarin (recherche et sauvetage avec 6 avions EMB 11, 2, PBY-5A, 3 PBY 6-A, 4 SP 2-E, 5 Bech D18S, 1 Piper Navajo et 1F-27, et aussi 4 hélicoptères UH-19 et 2 UH-1D).

Avions de transport: 4 C-47 et 4 EMB 110C "Bandeirante".

Hélicoptères: 4 AM-206, 3 UH-19, 2 UH-1D, 12 "Bell" 476 et 6 "Alouette" III.

Avions d'entraînement: 5 T-34



Infanterie de la marine

Total 3,800 hommes.

1 brigade et quelques unités de défense des côtes.

Air

Total: 11,000 hommes, 97 avions de combat.

3 escadrons de chasseurs d'entraînement avec 9F 8 OC et 8 T-33A.

2 escadrons avec 34 A-37B.

1 escadron de recherche/sauvetage/lutte antisoumarin avec 8 HU-16B "Albatros".

Avions de transport: 2c-130-H, 5 C 118, 6 DC-6B et 12 C-47.

2 escadrons tout-emploi avec 11 DHC-6, 10 C-45, 1 "King Air", 5 "Twin Bonanza" et 10 Cessna 180.

Hélicoptères: 6 S-55T, 6 SL-4, 2 UH-1H, 6 UH-12E et 6 "Lama".

Avions d'entraînement: 30 T-4, 30 T-37B, 8 T-41, 11 "Vampire" T22/55, 4 "Hunter" T77, 5 T-6, 9 "Beech" 99 et 1F-27.

AAM: "Sidewinder".

1 régiment d'artillerie antiaérienne.

Forces paramilitaires.

Carabineros: 30,000 hommes avec 15 TAP "Mowag" MR-8 et 25 avions légers.

Quels intérêts le programme de l'Unité populaire a-t-il attaqués?

Extraits du livre

Chili: Une tentative de compromis historique de Jorge Palacios.

L'Unité Populaire, avec sa victoire à l'élection présidentielle de 1970, ne conquiert qu'une partie du pouvoir réactionnaire traditionnel dominant au Chili. Elle assume une partie du pouvoir exécutif. Pas même la totalité de ce pouvoir, car de nombreuses attributions de celui-ci étaient restreintes par la Constitution, par les lois et par les attributions des pouvoirs législatif et judiciaire. D'autre part, de nombreux fonctionnaires des ministères, des entreprises et des administrations publiques désignés sous les gouvernements précédents et adversaires de l'Unité populaire, jouissaient de droits légaux d'inamovibilité. Beaucoup d'entre eux finirent par saboter ouvertement les décisions du gouvernement, sans pouvoir être congédiés. Il y eut des administrations où l'on dut nommer une direction parallèle à celle désignée par d'autres gouvernements, au prix d'énormes dépenses et en maintenant presque inactifs les fonctionnaires hérités des administrations antérieures, qui ne pouvaient pas être destitués.

Tout le reste de l'appareil d'Etat était dominé par les représentants des monopoles US qui oeuvraient au Chili et par les exploiters internes les plus puissants: la bourgeoisie industrielle, commerciale et financière monopoliste, et l'oligarchie foncière. Cet appareil

d'Etat, en dehors de l'exécutif, comptait sur: un système légal au service des classes dominantes; un parlement avec une majorité opposée au gouvernement; des tribunaux qui sont de véritables bastions des couches les plus réactionnaires; de puissants moyens de publicité, l'opposition contrôlant 80% de la circulation quotidienne de journaux, 50% de l'écoute journalière de radio, et 60% de l'écoute journalière de la télévision; une Contraloria aux mains également de l'opposition, avec d'amples attributions d'inspection sur les décisions du gouvernement; et enfin, ce qui était plus décisif que tout cela, des forces armées et policières au service de l'impérialisme US et des couches les plus réactionnaires du pays.

Malgré tout, le projet de transformation présenté par l'Unité populaire, même s'il ne conduisait pas au socialisme, représentait un coup dur pour les intérêts des propriétaires terriens, pour les intérêts de certains monopoles US qui oeuvraient au Chili et ceux des secteurs les plus puissants de la bourgeoisie industrielle, commerciale et financière. C'est justement au détriment de ces intérêts que l'on pensait développer le capitalisme d'Etat et forger la nouvelle bourgeoisie bureaucratique. Par conséquent, même si le programme et la stratégie de l'UP étaient seulement réformistes (car ils ne se proposaient pas de liquider à fond le pouvoir économique de ces couches

dominantes, ni de leur arracher le pouvoir en détruisant révolutionnairement l'appareil d'Etat, ni de mettre les moyens de production expropriés ou le pouvoir entre les mains du peuple), dans le contexte où se réalisèrent ces réformes, elles se révélèrent être une aventure "gauchiste". On agit sur le plan économique et social comme si on avait acquis le pouvoir politique, dans des circonstances où on contrôlait seulement une partie du pouvoir exécutif.

L'expérience des trois années de gouvernement de l'Unité populaire consista, en essence, en une tentative de profiter (ou de tromper au moyen des "expédients légaux") d'institutions et de lois faits pour servir les intérêts les plus réactionnaires. Elle consista dans une tentative de limiter et de renverser ces intérêts, en respectant les règles du jeu établies précisément pour les consolider et les développer. En somme, ce fut un effort plein de toutes les insuffisances qu'on peut imaginer, de changer "pacifiquement" un système social qui n'utilisait le masque de la démocratie bourgeoise que pour cacher la violence armée qui lui servait de base de soutien réel. Ce fut l'échec d'une tentative d'exercer le pouvoir sans l'avoir conquis et sans même le projet de profiter de façon révolutionnaire de ce qui fut acquis à la suite de la victoire électorale de 1970 pour développer un mouvement de masse combatif, capable de le conquérir réellement, en écrasant le pouvoir armé réactionnaire. Cette dernière possibilité, en effet — et c'est la thèse fondamentale de ce livre — était absolument incompatible avec le projet de société, fondé sur une exploitation centralisée et étatique du peuple, que visaient les dirigeants du P "C" pro-soviétique et quelques-uns de leurs partisans au sein de l'UP. A un peuple mobilisé de façon révolutionnaire, il aurait été facile plus tard de "changer son fusil d'épaule", comme disait Friedrich Engels et de se retourner contre ses nouveaux exploiters.

Pour constater l'absurdité de cette "voie pacifique" au capitalisme d'Etat (déguisé en socialisme) et les origines de cet échec absolument prévisible pour ceux qui analysèrent cette expérience d'un point de vue authentiquement marxiste, il faut commencer ces chapitres d'analyse de la politique économique du gouvernement de l'UP par un recensement schématique des intérêts réactionnaires qui furent frappés ou menacés par le programme du gouvernement allendiste.

Chili: Une tentative de compromis historique



Importante analyse de l'expérience chilienne, écrit par Jorge Palacios

Edition française en deux volumes: (50FF)
Edition espagnole en anglaise en un volume: (30FF)
Pour commander:

Les intérêts de l'impérialisme yankee au Chili

La domination de l'impérialisme US sur le Chili s'exerçait et s'exerce sous des formes nombreuses et très variées. Au début du gouvernement Allende, les monopoles yankees contrôlaient les grandes richesses minières chiliennes: le cuivre, le nitrate, le fer. Ils avaient même le contrôle de certaines entreprises d'utilité publique comme la Compagnie des Téléphones, propriété de l'ITT. Ils monopolisaient une partie décisive du commerce international du Chili, en achetant ses produits manufacturés à des prix très élevés. Ils étaient propriétaires ou actionnaires majoritaires de nombreuses entreprises de l'industrie manufacturière, les plus rentables; et ils exploitaient l'ensemble de l'industrie à travers: prêts financiers, vente ou location de technologie, vente de machines, de matières premières, de matériel de rechange, de combustibles, etc.

Une rubrique importante des exactions de l'impérialisme yankees sur l'économie chilienne est constituée par les prêts à intérêt, à court ou à long terme, accordés par des organismes dépendant du gouvernement US. Ces prêts étaient liés à des exigences sur l'application d'une politique favorable aux intérêts des monopoles des USA, et en général il s'agissait de prêts "attachés", c'est à dire qui devaient être investis dans l'achat de biens de capital ou d'autre type aux USA mêmes. Les investissements et les prêts étaient toujours inférieurs aux profits retirés du Chili. En même temps, à cause de leur caractère conditionné, ils contribuaient à grossir encore plus ces profits, à déformer le développement économique, à intensifier la crise et la dépendance et, par là, la nécessité de nouveaux prêts plus importants. Il s'agissait d'une spirale en développement continu, qui étranglait l'économie du pays. Durant le gouvernement Allende, cet endettement extérieur, en considérant les crédits déjà obtenus par les gouvernements précé-

dents et les nouvelles dettes, atteignait presque 4 milliards de dollars. A eux seuls, l'amortissement annuel et le paiement des intérêts de cette dette fabuleuse absorbaient plus de la moitié des entrées totales de devises dans le pays. Plus de 70% de ces dettes correspondaient à des prêts provenant des USA.

Pour les USA, le Chili était dès 1964 le 7e pays du monde pour le montant des investissements nord-américains, qui s'élevaient cette année-là à plus de 1 milliard de dollars. En 1970, oeuvraient au Chili 110 sociétés yankees et beaucoup d'autres où existaient des capitaux yankees, bien qu'implantés dans d'autres pays.

Pour obtenir le livre: "Chili: une tentative de compromis historique" écrire à: Silvia Chateau, B.P. 198, Paris 75864, Cedex 18, France, en joignant un chèque ou mandat-poste de 50 francs français à l'ordre de Vourron.

Est-ce qu'un peuple peut se libérer d'un impérialisme sans tomber sous le contrôle d'un autre?

Hector Muñoz

Beaucoup de camarades se demandent aujourd'hui, s'il est possible ou non de se libérer d'un impérialisme sans se faire prendre dans les griffes d'un autre. Ces camarades ont tout à fait raison de se poser la question puisque l'expérience dans notre pays est plutôt négative et parce que, d'un autre côté, la présente conjoncture mondiale n'est pas très bonne non plus.

En ce qui concerne l'expérience de notre pays, on peut dire que, après les dures batailles contre l'impérialisme espagnol qui nous ont permis de nous libérer de celui-ci, nous avons été principalement dominé par l'impérialisme anglais et plus tard nous sommes tombés sous le joug de l'impérialisme américain qui continue à nous dominer.

En plus de l'impérialisme américain qui est notre principal oppresseur, et par conséquent notre principal ennemi (avec la grande bourgeoisie représentée essentiellement aujourd'hui par l'actuelle dictature), d'autres impérialismes, principalement européens exploitent aussi notre pays.

D'un autre côté, d'autres forces impérialistes, qui ne participent pas encore à l'exploitation et à l'oppression de notre peuple ont très envie de le faire, soit en partageant "le morceau"

avec les impérialistes qui nous dominent actuellement, soit en les remplaçant.

Cette situation est d'autant plus grave quand on voit que les divers impérialistes se servent aussi des secteurs de classe, des forces sociales et politiques chiliennes. Par exemple, l'actuelle dictature est étroitement liée à l'impérialisme américain. Mais il existe aussi certains secteurs qui, aujourd'hui, s'opposent à la Junte militaire fasciste comme, par exemple, la Démocratie chrétienne, et qui sont aussi profondément liés à l'impérialisme américain.

D'autres secteurs d'opposition à la dictature combattent l'impérialisme américain mais sont liés à d'autres puissances impérialistes, comme, par exemple, l'Allemagne de l'Ouest ou l'Union soviétique. Même si ses secteurs sont en soi minoritaires, ils ont quand même une influence importante sur les masses.

De toute façon, il est sûr que la grande majorité des chiliens veulent se libérer de l'impérialisme américain sans tomber sur le joug d'un autre impérialisme. La plus grande majorité des Chiliens veulent vivre dans un pays libre et indépendant. Le problème qui se pose est de savoir comment atteindre ce grand but en tenant compte

de la réalité chilienne et de la situation internationale?

Aujourd'hui dans le monde; la plus grande partie des peuples est dominée par une puissance impérialiste, ou une autre, spécialement par l'une ou l'autre des superpuissances (les Etats-Unis et l'Union soviétique).

Chacun de ces peuples lutte contre l'impérialisme qui l'opprime directement, c'est-à-dire qu'il lutte contre son ennemi principal et de façon régulière, l'autre superpuissance essaie de se mêler à ces luttes et cela non pas dans le but d'aider ce peuple à se libérer véritablement, mais en vue de remplacer l'autre superpuissance. C'est pour cela que même si le centre de la lutte est dirigé contre l'ennemi principal, c'est-à-dire contre l'impérialisme qui nous opprime directement, on ne doit jamais "oublier" les autres impérialismes. Les anti-impérialistes authentiques doivent lutter contre tout impérialisme pour la véritable libération et indépendance économique et politique. La lutte contre tous les impérialismes ne signifie pas qu'il ne faut pas profiter des contradictions interimpérialistes. Tout au contraire, celles-ci doivent être utilisées au maximum mais les peuples ne doivent jamais dépendre de ces contradictions.

Le plus important, dans n'importe quelle lutte de libération, est la force que développe le peuple lui-même. Le combat du prolétariat uni à la paysannerie et aux secteurs anti-impérialistes et révolutionnaires sera l'aspect décisif. Le plus important alors, est de s'appuyer sur ses propres forces.

En deuxième lieu, on doit s'appuyer sur la solidarité internationale du prolétariat et des peuples du monde. Dans le cas du Chili, il faut s'appuyer principalement sur la solidarité des autres peuples de l'Amérique latine. La solidarité est un appui à la lutte qui se développe dans un pays mais elle ne doit jamais signifier le remplacement de cette lutte, et moins encore l'intervention ou l'invasion d'autres armées au nom d'une soi-disant "solidarité".

Les peuples seuls peuvent se libérer eux-mêmes, personne ne peut les remplacer dans cette tâche. C'est pour cela, à mon avis, que nous, révolutionnaires chiliens, devons con-

damner, avec toutes nos forces, les différentes invasions et interventions de tous les impérialismes et de leurs agents à travers le monde.

On a condamné avec force, et on continuera à le faire, toutes les interventions de l'impérialisme américain, spécialement dans le Sud-Est



asiatique, en Amérique latine et récemment, en Iran. Nous condamnons également les interventions de l'Union soviétique en Afrique, dans les pays de l'Est et récemment en Afghanistan. Nous condamnons aussi autant l'invasion de la Chine au Vietnam, que celle du Vietnam au Cambodge. Nous devons défendre l'autodétermination des peuples et l'ancien et juste mot d'ordre "L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS EST L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES".

L'Histoire a montré que, quand un peuple se met debout et lutte uni pour la défense de ses intérêts les plus précieux, s'il est armé tant idéologiquement que politiquement, que militairement, ce peuple est imbataible et aucune force ne peut l'écraser.

Unissons-nous pour lutter contre l'impérialisme et la dictature!

UNISSONS NOUS POUR LUTTER POUR LA VÉRITABLE LIBÉRATION!!

lettres a ancha

Bolivie

Chers Camarades d'ANCHA

J'ai appris, avec joie, l'existence de votre bulletin et j'ai lu les articles et nouvelles sur la lutte du peuple chilien et des autres peuples de notre Amérique latine. Je veux vous féliciter pour le travail que vous effectuez et pour la confiance que vous mettez dans le combat populaire. Malgré les autres dictatures qui oppriment la majorité des peuples latino-américains, vous insistez sur la possibilité qui existe de changer cette situation. Cette vision d'espoir et de confiance dans les peuples et les hommes me rappelle une citation de Bertold Brecht que je transcris ci-après:

Général, ton char est plus fort qu'une voiture,
Il rase un bois et écrase cent hommes
Mais, il a un défaut:
Il a besoin d'un conducteur.

Général, ton bombardier est puissant,
Il vole plus rapidement que la tourmente et charge
plus qu'un éléphant,
Mais, il a un défaut:
Il a besoin d'un pilote.

Général, l'homme est très utile,
Il peut voler et peut tuer,
Mais, il a un défaut:
Il peut penser!!

Recevez des salutations fraternelles
S.V.L., La Paz, Bolivie

Des Colombiens à l'étranger

Du Mexique, de l'Angleterre et de la France, nous avons reçu des lettres de camarades colombiens qui se trouvent à l'étranger.

Nous présentons, ici, un résumé de celles-ci: Du Mexique, les camarades du Comité de réfugiés et exilés de Colombie au Mexique, nous ont envoyé une très chaleureuse

lettre de salutations et présentation, en y ajoutant aussi une affiche et un exemplaire du bulletin "VENCEREMOS" (Nous vaincrons), organe informatif de ce comité. En ce qui nous concerne, nous saluons fraternellement nos camarades colombiens, en leur souhaitant les plus grands succès dans leur lutte solidaire et révolutionnaire.

De Londres, un camarade colombien nous a écrit une lettre dans laquelle, entre autre chose, il nous dit: "Camarades d'ANCHA, recevez toutes les salutations amicales d'un lecteur d'ANCHA."

Tout le travail que vous effectuez est un apport supplémentaire à la libération, non seulement du peuple chilien, mais de tout le continent latino-américain.

La solidarité entre les luttes populaires est très importante, car jour après jour elle augmente dans ses revendications. Nous vous remercions pour les publications que vous produisez sur la Colombie".

Le camarade termine sa lettre avec le mot d'ordre "NON À L'ÉTAT DE SÉCURITÉ" "NON AUX CONSEILS DE GUERRE" "EN COMBATTANT LA RÉPRESSION, NOUS CONQUÉRERONS LA LIBÉRATION".

De Paris, les camarades de "COLOMBIE EN LUTTE" nous ont écrit en nous demandant de publier la note suivante: Les numéros 1 et 2 de "COLOMBIE EN LUTTE" viennent de paraître.

Organe des noyaux colombiens de patriotes révolutionnaires à l'étranger,
ÉDITÉ EN ESPAGNOL ET FRANÇAIS.

Sommaire du prochain numéro: — l'échec des élections, — les nouvelles du pays, — la lutte de la classe ouvrière colombienne, — le mouvement étudiant (8 et 9 juin), — déclaration-programme du ELN, — la guerre préventive et l'intervention militaire Yankee en Colombie. Pour toute information et abonnement écrire à B.P. 257 — 75866 Paris Cedex 18.

Pour abonnement et soutien,

envoyer un chèque à l'ordre de : CASTELLANI

Pour un an 30 FF ou (\$US 8)

Soutien 50 FF ou (\$US 13)

République Dominicaine

Salutations fraternelles,

Je viens d'apprendre avec beaucoup de satisfaction d'une organisation révolutionnaire d'ici que, par l'intermédiaire d'ANCHA, je peux me tenir au courant de la situation interne au Chili et de ce qui se passe dans d'autres pays.

J'ai toujours été un défenseur enthousiaste des luttes que mène le peuple chilien pour se libérer de l'oppression et de l'exploitation.

Maintenant, j'ai l'opportunité de pouvoir connaître cette situation et j'entends bien en profiter.

Salutations révolutionnaires

Luis T. Moca,

République Dominicaine

Italie

Camarades d'ANCHA,

Je vous écrit à propos de diverses nouvelles en provenance du Chili qui font état d'une série d'actions armées contre la dictature. La presse légale et à la tyrannie elle-même ont sauté sur l'occasion pour promouvoir toute une campagne "anti-terroriste" qui s'attaque à des secteurs importants de notre peuple.

Il est vrai que, depuis quelque temps, des secteurs d'opposition à la dictature ont mis quelques bombes et ont fait quelques hold-ups dans des banques et des entreprises commerciales. D'un autre côté, la dictature elle-même a posé des bombes et fait effectué un travail de provocation. Comme par hasard, ces actions ont été particulièrement nombreuses à la veille de la date fixée pour le retrait de l'Etat de siège et à la veille du 1er mai. La dictature s'est ainsi donner les moyens pour justifier et accentuer sa répression.

Cette situation a donné naissance à une campagne contre le "terrorisme" et la violence. Cette campagne est menée, en

premier lieu, par la dictature elle-même et sa presse, mais elle a trouvé écho aussi dans certains secteurs d'opposition qui ont profité de l'occasion pour relancer leurs appels au pacifisme, en condamnant toute forme de violence. Il s'agit principalement de la Démocratie chrétienne mais aussi d'autres secteurs qui se classent dans la gauche chilienne.

Je pense que n'importe quel chilien peut voir avec clarté que c'est la dictature qui a employé une violence féroce contre le peuple (assassinats, tortures, prisons, etc...) et c'est précisément parce que le peuple n'a pas utilisé la violence contre ses oppresseurs que nous vivons encore sous la terreur fasciste.

Personnellement, je crois que poser des bombes et d'autres actions terroristes du genre ne conduiront pas le peuple à se libérer de la dictature. Ceci dit, il ne s'agit pas pour autant de condamner en bloc la violence sans tenir compte de sa nature. Au contraire, je pense que c'est seulement à travers l'action armée que le peuple chilien pourra écraser ses ennemis; et même si nous n'en sommes pas encore à ce stade, je pense qu'on doit avancer dans cette direction. Le peuple a tous les droits. Il a même le devoir de prendre les armes contre la dictature. Les secteurs populaires ne sont pas des terroristes; les terroristes ce sont les fascistes et ce sont eux qu'il faut frapper avec toutes les armes possibles.

Camarades d'ANCHA, recevez mes salutations et ma solidarité pour le travail que vous effectuez, et j'espère que vous pourrez publier ma lettre dans le bulletin.

Samuel Z., 13 mai 1980, Italie

Turquie

L'Agence de Presse GÜN BASIN AJANSI, qui vient d'être créée, nous a envoyé une lettre fraternelle, et nous a demandé une série de publications que nous avons déjà commencé à lui envoyer.

ABONNEZ-VOUS À ANCHA

Pour toute correspondance, adressez-vous à:
ANCHA CP 59, Paris 75623 CEDEX 13, France

Pour vous abonner:

En Europe:

Envoyez vos chèques ou mandats-poste au nom de:

M. Guerrien a/s ANCHA, CP 59, Paris 75623 CEDEX 13, France

En Amérique du Nord, Amérique centrale et Amérique du Sud:

Envoyez vos chèques ou mandats-poste à

Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec,
Canada, H2K 3B1



Prix pour un abonnement de 12 numéros:

Europe: Pour 1 an: France = 30 francs (français),
autres pays = 50 francs (français)

Un abonnement de soutien est de 100 francs pour n'importe quel pays.

Amérique du Nord, centrale et du Sud: Pour 1 an: \$6.00 (canadiens)

Abonnement de soutien = \$25.00 (canadiens)

Nom:

Adresse:

Pays:

Langue: